

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2017

Sommaire

Les mots des Présidents

Le mot du Recteur

1. Vue d'ensemble	3
2. Les faits marquants de 2017	7
• La 17 ^{ème} Assemblée Générale	
• La multiplication des partenariats	
• L'organisation et la participation à des colloques internationaux	
3. La stratégie 2017-2021	15
4. La mise en œuvre de la nouvelle stratégie	19
• Des actions pour la qualité de la formation, de la recherche et de la gouvernance	
• Des actions pour l'employabilité et l'insertion professionnelle des diplômés	
• Des actions pour des universités opérateurs de développement global et local	
Les représentations de l'AUF dans le monde	36

Le mot d'**Abdellatif Miraoui** Président jusqu'en mai 2017



Durant ces quatre dernières années, j'ai eu l'honneur d'assumer le rôle de Président de l'Agence universitaire de la Francophonie. Cette grande institution n'a cessé de prendre de l'envergure depuis sa création. Elle constitue, aujourd'hui, grâce à l'implication de ses membres et au dévouement de son personnel, une référence et un acteur incontournable dans le monde universitaire.

Nombreuses ont été les actions inscrites dans l'ancienne programmation et qui ont été menées à terme, et nombreux ont été les chantiers ouverts depuis 2013 ayant tenu compte de l'évolution des universités francophones dans le cadre des nouveaux paradigmes mondiaux.

Je ne peux qu'être heureux de la métamorphose de l'AUF et des acquis qui ont construit et modernisé cette institution à travers de grands travaux qui ont été lancés dans le cadre de la programmation de 2014-2017. Cette dernière lui a permis, d'une part de donner des réponses concrètes aux préoccupations des universités francophones membres, et d'autre part de contribuer au rayonnement de la Francophonie universitaire, grâce au positionnement de l'AUF comme leader et avant-gardiste dans la contribution de la préparation de l'université de demain.

Je suis fier d'avoir participé activement à la mise en place de la nouvelle stratégie 2017-2021 qui permettra, je l'espère, de faire face aux nouveaux défis du monde de demain.

Enfin, je remercie chaleureusement le Conseil d'Administration, le Conseil Scientifique et le Conseil Associatif pour le soutien et la confiance qu'ils m'ont apportés tout au long de mon mandat.

Abdellatif Miraoui

Le professeur Abdellatif Miraoui a été Président de l'AUF de 2013 à 2017. M. Miraoui est Professeur des Universités en sciences de l'ingénieur, spécialité énergie. Ancien Vice-président de l'Université de Technologie de Belfort Montbéliard, il est actuellement président de l'université Cadi Ayyad – Marrakech (Maroc). Éminent chercheur, M. Miraoui est reconnu internationalement comme une autorité dans le domaine de l'ingénierie; il a reçu diverses distinctions honorifiques pour ses recherches et est l'auteur de plus de 230 publications scientifiques.

Le mot de **Sorin Mihai Cîmpeanu**

Président nouvellement élu



Sorin Mihai Cîmpeanu
Recteur de l'Université de sciences agronomiques
et de médecine vétérinaire de Bucarest

Je voudrais dire ici en quelques mots simples, dans ce rapport d'activité de la première année d'exercice de mon mandat, tout l'honneur double d'une grande responsabilité que je ressens d'avoir été élu à la tête de cette belle Agence, le plus grand réseau académique du monde. Au cours de ma carrière, j'ai occupé de nombreuses fonctions académiques ou gouvernementales et je suis encore très engagé dans la vie publique de mon pays. Mais avoir été désigné par mes centaines de collègues membres comme président de l'AUF est une de mes plus belles distinctions, probablement la plus importante.

Je crois en effet très fort aux valeurs portées par la Francophonie et au rôle majeur que peut exercer en son sein la francophonie universitaire. L'université n'est pas seulement à mes yeux ce lieu académique essentiel où l'on forme les jeunes générations, où l'on produit et transmet aux niveaux les plus élevés les savoirs, savoir-faire et savoir-être. Elle est et doit être aujourd'hui le moteur du développement. Elle doit l'être partout car il n'est plus de développement qui ne fasse appel à la formation supérieure, à la recherche, au transfert de technologie, et aux hautes valeurs culturelles correspondantes.

La force de l'AUF c'est de mettre en œuvre une solidarité active qui, par le partage d'expériences et d'expertises, doit permettre d'étendre partout, dans tout établissement, même le plus jeune, même le plus fragile, la capacité à jouer ce rôle sociétal essentiel. La force de l'AUF c'est de le faire avec cette ouverture d'esprit sans laquelle la science ne serait pas elle-même. La force de l'AUF c'est de pouvoir animer une communauté dans une telle direction grâce à ce levier formidable que constitue le partage d'une langue et des valeurs associées.

Ce rapport d'activité en est la traduction. Il montre comment la stratégie ambitieuse adoptée lors de notre Assemblée Générale de Marrakech en mai 2017 est d'ores et déjà mise en œuvre. Il montre comment ces neuf axes constitutifs du Nouvel Espace Universitaire Francophone (NEUF) que nous voulons construire trouvent déjà une concrétisation pleine de promesses.

L'AUF nouvelle est en marche. Je suis heureux de pouvoir mettre mon expérience et mon énergie à son service pour l'accompagner et, à travers elle, accompagner tous nos membres dans leurs missions académiques et sociétales, aux côtés du Recteur de l'AUF et de tous les collègues des services centraux et des dix directions régionales.

Sorin Mihai Cîmpeanu

M. Sorin Mihai Cîmpeanu a été élu Président de l'AUF le 12 mai 2017 lors de la 17e Assemblée générale de l'AUF. M. Sorin Mihai Cîmpeanu est Recteur de l'Université de Sciences Agronomiques et de Médecine vétérinaire de Bucarest (Roumanie) et Président du Conseil National des Recteurs de Roumanie. M. Cîmpeanu a également été Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique de 2014 à 2015.



Le mot du Recteur

Les changements engagés en 2016 avec l'élaboration d'une nouvelle stratégie pour notre Agence et la mise en place d'une nouvelle organisation interne pour faciliter sa mise en œuvre ont porté fruit en 2017.

En effet, la stratégie 2017-2021 de l'AUF a été adoptée lors de sa 17^{ème} Assemblée générale en mai 2017, à Marrakech. Les 680 représentants des établissements membres de notre Agence réunis à cette occasion se sont engagés à relever collectivement les défis auxquels est confronté l'enseignement supérieur : le défi de la qualité de la formation, de la recherche et de la gouvernance, celui, tout aussi essentiel, du devenir social et professionnel des diplômés, et enfin, celui d'un enseignement supérieur pleinement impliqué dans le développement des économies et des sociétés. Nous nous sommes engagés à les accompagner dans cette démarche essentielle pour l'avenir des sociétés en favorisant la solidarité active entre les 845 membres de notre réseau dans le monde.

De nombreux projets significatifs s'inscrivant dans cette nouvelle stratégie sont déjà à l'œuvre à travers le monde. Les directions régionales de l'Agence, présentes sur le terrain, facilitent la déclinaison de cette stratégie globale en stratégies régionales. Les actions sont ainsi ajustées au plus proche des besoins. Les nombreux partenariats noués ont intensifié notre capacité d'agir en fédérant les moyens financiers et l'expertise de différents acteurs autour d'objectifs communs.

Cette année 2017, a vu également, le renouvellement des instances de gouvernance de l'AUF

et notamment l'élection d'un nouveau Président à sa tête. Monsieur Sorin Mihai Cîmpeanu, élu le 12 mai 2017, succède ainsi à Monsieur Abdellatif Miraoui arrivé en fin de mandat. Le troisième colloque annuel de l'AUF a été organisé à Beyrouth en novembre 2017 sur le thème de la qualité dans l'enseignement supérieur pour rapprocher les forces francophones dans le domaine. Deux nouveaux projets européens d'envergure coordonnés par l'AUF ont été lancés : le projet SALEEM, consacré à l'entrepreneuriat étudiants au Maghreb, et le projet REAMOOOC, pour favoriser l'apprentissage des étudiants en Afrique subsaharienne. Les deux projets fédèrent près de 30 partenaires.

Avec plus de 50 ans d'existence, l'AUF fédératrice d'un réseau composé de 845 membres à travers le monde, est plus que jamais engagée dans une francophonie universitaire solidaire impliquée dans le développement des sociétés.

Jean-Paul de Gaudemar

Jean-Paul de Gaudemar professeur des universités (sciences économiques) a été notamment conseiller auprès du Premier Ministre et du secrétaire d'État chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, directeur de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale, recteur des académies d'Aix-Marseille, de Toulouse et de Strasbourg. Il est Recteur de l'AUF depuis le 8 décembre 2015.

1 Vue d'ensemble



SON IDENTITÉ Association d'universités et opérateur de la Francophonie

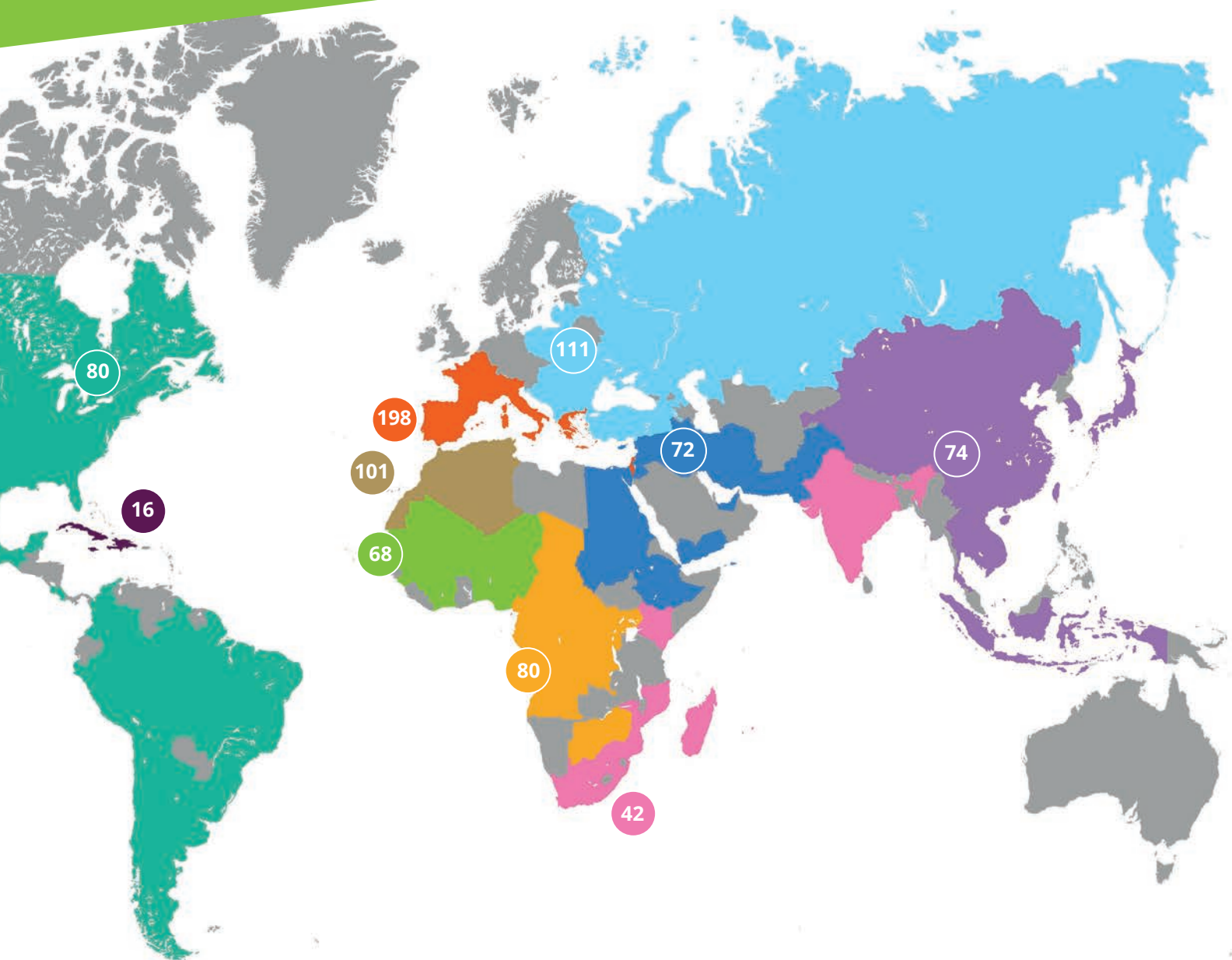
■ L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) est une association internationale créée il y a plus de 50 ans. Elle regroupe des universités, grandes écoles, réseaux universitaires et centres de recherche scientifique utilisant la langue française dans le monde entier. Avec un réseau de 842 membres dans 111 pays, elle est l'une des plus importantes associations d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche au monde. Elle est également l'opérateur pour l'enseignement supérieur et la recherche du Sommet de la Francophonie. À ce titre, elle met en œuvre, dans son champ de compétences, les résolutions adoptées par les conférences des Chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage.

SA MISSION Promouvoir une francophonie universitaire solidaire impliquée dans le développement économique, social et culturel des sociétés

■ Dans le respect de la diversité des cultures et des langues, l'AUF promeut une francophonie universitaire impliquée dans le développement économique, social et culturel des sociétés. Elle favorise la solidarité active entre ses établissements membres et les accompagne dans leur dynamique de structuration (amélioration de la qualité de la formation, de la recherche, de la gouvernance universitaire, de l'employabilité des diplômés) et d'implication dans le développement.

Ses équipes, présentes à travers le monde, apportent suivi et conseils pour la conception et la mise en place de projets, facilitent





Nombre d'établissements membres par région

■ Afrique centrale et Grands Lacs : 80	■ Europe centrale et orientale : 111
■ Afrique de l'Ouest : 68	■ Europe de l'Ouest : 198
■ Amériques : 80	■ Maghreb : 101
■ Asie-Pacifique : 74	■ Moyen-Orient : 72
■ Caraïbe : 16	■ Océan Indien : 42

le partage de bonnes pratiques, de l'expertise et des innovations et proposent un accompagnement dans la recherche de nouveaux partenaires.

L'AUF collabore régulièrement avec les entreprises privées et leurs fondations, les États et gouvernements, les agences nationales d'aide au développement, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, et les associations universitaires, scientifiques et culturelles.



SES ADHÉRENTS

Un réseau international d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche

■ Au 31 décembre 2017, l'AUF compte 842 établissements d'enseignement supérieur et de recherche membres dans 111 pays, lesquels ne sont pas tous membres de la Francophonie institutionnelle.



SES REPRÉSENTATIONS LOCALES Une présence sur les cinq continents

■ Organisme international, l'AUF dispose de 59 représentations locales dans 40 pays. Son siège est installé à Montréal (Québec, Canada), ses services centraux se répartissent entre Montréal et Paris (France). Dix directions régionales conduisent la coopération universitaire dans leur zone géographique : Amériques, Afrique centrale et Grands Lacs, Afrique de l'Ouest, Asie-Pacifique, Caraïbe, Europe centrale et orientale, Europe de l'Ouest, Maghreb, Moyen-Orient, Océan Indien.

Sept antennes administratives, 36 campus numériques francophones^{MD} consacrés au numérique et quatre instituts de la Francophonie consacrés à la formation, à la recherche, au conseil et à l'expertise complètent ce dispositif régional d'intervention.



SES MOYENS FINANCIERS Des ressources diversifiées

■ Les ressources financières de l'AUF proviennent en majeure partie (73,5 %) de contributions gouvernementales versées par la France, le Canada, le Canada-Québec, la Communauté française de Belgique, la Suisse, le Canada-Nouveau-Brunswick, le Canada Ontario, le Cameroun et le Liban.

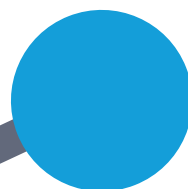
Les contributions contractuelles, les ressources propres de l'Agence ainsi que les biens et services à titre gratuit viennent compléter ses moyens.

En 2017, les ressources de l'AUF s'élèvent à 34,89 M€.

Contributions gouvernementales	25,64 M€ (73,5%)
Contributions contractuelles	4,84 M€ (13,9 %)
Produits des activités ordinaires	2,3 M€ (6,6 %)
Biens et services à titre gratuit	2,11 M€ (6 %)



2 Les faits marquants de 2017



La 17^{ème} Assemblée générale de l'AUF



La 17^{ème} Assemblée générale de l'Agence universitaire de la Francophonie s'est tenue à Marrakech (Maroc) du 10 au 12 mai 2017, en présence de 680 universitaires venus du monde entier. Lieu de rencontres formelles et informelles, ce rassemblement fut l'occasion pour les représentants d'établissements membres de l'AUF d'échanger sur les défis actuels du monde universitaire et d'adopter la nouvelle stratégie 2017-2021 de l'AUF.

► DES ACTIVITÉS STATUTAIRES

Les participants ont approuvé les rapports statutaires 2014-2017 de l'AUF (rapport d'activité des conseils associatif et d'administration et bilan financier), adopté ses nouveaux statuts et renouvelé les membres de ses instances avec notamment l'élection d'un nouveau président.

L'ÉLECTION D'UN NOUVEAU PRÉSIDENT

Monsieur Sorin Mihai Cîmpeanu a été élu à la présidence de l'AUF le 12 mai 2017. Il succède à Monsieur Abdellatif Miraoui, recteur



M. Sorin Mihai Cîmpeanu, Président de l'AUF

de l'Université Cadi Ayyad de Marrakech (Maroc), élu lors de la 16^{ème} Assemblée générale de l'AUF en 2013. Recteur de l'Université de sciences agronomiques et de médecine vétérinaire de Bucarest et président du Conseil national des recteurs de Roumanie (CNR), Sorin Mihai Cîmpeanu a été ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique de 2014 à 2015. Il s'est dit honoré d'avoir été choisi pour présider l'AUF et « conscient de la responsabilité » d'une telle fonction. « La francophonie est pour moi un choix », a-t-il déclaré devant l'Assemblée.

LE RENOUELEMENT DES 11 REPRÉSENTANTS DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AUF

11 États et gouvernements ont été désignés par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour siéger au Conseil d'administration de l'AUF pendant 5 ans : le Cameroun, le Canada, le Canada-Québec, la Côte d'Ivoire, la Fédération Wallonie Bruxelles, la France, le Liban, le Maroc, la Roumanie, la Suisse et le Vietnam.

LA MISE À JOUR DES STATUTS DE L'AUF

Plusieurs modifications des statuts de l'AUF ont été adoptées notamment, la création d'une nouvelle catégorie de membres dits « observateurs », destinée à soutenir le développement international de la francophonie, et la création d'un Conseil d'orientation stratégique composé d'une vingtaine de personnalités extérieures au monde académique.



► L'ADOPTION DE LA STRATÉGIE 2017-2021 DE L'AUF

La nouvelle stratégie de l'AUF a été adoptée à l'unanimité par les participants. Fondée sur deux piliers, solidarité active et ouverture, elle accompagne les établissements membres à relever trois grands défis : celui de la qualité de la formation, de la recherche et de la gouvernance ; celui de l'employabilité et de l'insertion professionnelle des diplômés ; enfin celui du développement global et local des sociétés. Déclinée en 9 axes indiquant précisément la marche à suivre, cette stratégie se donne pour objectif de faire émerger dans un futur proche le « Nouvel espace universitaire francophone » (NEUF) que l'AUF se propose de construire avec ses membres.

► DES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

UNE JOURNÉE DE DISCUSSIONS SCIENTIFIQUES AUTOUR DE LA NOUVELLE STRATÉGIE DE L'AUF

« *Comment le réseau universitaire francophone relèvera-t-il les trois grands défis – la qualité de l'enseignement, l'insertion professionnelle des diplômés et le rôle de l'université dans le développement global et local – auxquels il doit faire face ?* ». Cette journée fut un moment d'échanges et de réflexion collective autour de ces trois défis pour lesquels l'Agence invite ses membres à se mobiliser à travers sa nouvelle stratégie. Des tables rondes ont été organisées sur ces thèmes clés pour approfondir les conséquences de la nouvelle stratégie de l'AUF sur les pratiques collectives, pour recueillir et analyser les innovations et

les expertises des établissements-membres porteuses de solutions : et pour concevoir et développer les nouveaux partenariats intra et extra-académiques indispensables.

LA REMISE DE PRIX POUR RÉCOMPENSER ET SOUTENIR LA RECHERCHE

La cérémonie officielle de remise de prix scientifiques attribués par l'AUF s'est déroulée en marge de l'assemblée générale. Ces prix décernés tous les deux et quatre ans couronnent l'excellence francophone.

Le prix Mohamed El Fasi est remis tous les 4 ans à des personnalités scientifiques éminentes. Le lauréat de l'édition 2017, Samuel Pierre, d'origine haïtienne, est professeur titulaire au département de génie informatique et génie logiciel de l'École polytechnique de Montréal (Canada). Ses travaux portent majoritairement sur la gestion de la mobilité dans les réseaux mobiles. Il développe également des applications et travaille sur le télé-apprentissage.

Le prix de la Francophonie pour jeunes chercheurs est décerné tous les deux ans à des lauréats ayant acquis une reconnaissance scientifique. L'édition 2017 a récompensé trois lauréats pour leurs travaux en sciences et médecine et en sciences humaines et sociales. Joël Billieux, chercheur de nationalité suisse à l'Université du Luxembourg (psychologie), Slim Abdelkafi, biologiste tunisien en fonction à l'Université de Sfax (valorisation de la biomasse végétale et microalgale), et François Verheggen, de l'Université de Liège, Belgique (insectes et le changement climatique).

Le Prix louis d'Hainaut de la meilleure thèse en technologie éducative, décerné par l'AUF et l'Université de Mons (Belgique) a également été remis. Pour sa 4^{ème} édition, le prix a été décerné à Ben-Manson Toussaint (Haïti) pour sa thèse intitulée : « Apprentissage automatique à partir de traces multi-sources hétérogènes pour la modélisation de connaissances perceptivo-gestuelles », soutenue en octobre 2015 à l'université de Grenoble (France).

► L'ADOPTION D'UNE DÉCLARATION FINALE

L'AUF a clôturé son assemblée générale par l'adoption d'une déclaration finale. Les 680 responsables universitaires présents à Marrakech y affirment notamment leur engagement dans la nouvelle feuille de route de l'Agence.

DÉCLARATION DE LA 17^{ème} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'AUF

Nous, responsables d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche membres de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), réunis à Marrakech, au Maroc, du 10 au 12 mai 2017 à l'occasion de la 17^{ème} Assemblée générale de l'AUF :

- Saluons la tenue au Maroc sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, de la présente assemblée quadriennale à Marrakech.
- Adoptons la stratégie 2017-2021 de l'AUF présentée par son Conseil d'administration comme une réponse adaptée et mobilisatrice aux défis qui se posent à la communauté universitaire.
- Décidons de nous associer activement à la mise en œuvre de cette stratégie avec l'AUF, au sein et entre nos établissements, pour construire ensemble le Nouvel Espace Universitaire Francophone.
- Soutenons à cet effet les projets forts et innovants qui concrétisent cette stratégie pour renforcer la qualité de la formation, de la recherche et de la gouvernance de nos établissements, pour améliorer l'employabilité et le devenir social et professionnel de nos diplômés, et pour réaffirmer le rôle de nos établissements dans le développement économique, social, environnemental, culturel et interculturel des sociétés.
- Soulignons le rôle essentiel des leviers permettant d'atteindre ces objectifs : la valorisation des innovations et de l'expertise des membres de l'AUF, le déploiement du numérique (à travers notamment l'Initiative pour le développement numérique de l'espace universitaire francophone - IDNEUF), la multiplication de partenariats avec nos écosystèmes environnants, et le partage de la langue française mis au service de ces ambitions.
- Réaffirmons ainsi notre volonté de contribuer activement à une promotion de la Francophonie universitaire portée par nos établissements et notre capacité collective à apporter des solutions positives et innovantes à nos propres défis comme à ceux des sociétés auxquelles nous appartenons.

La multiplication des partenariats

L'AUF est un acteur reconnu et un partenaire important de la coopération universitaire. Sa crédibilité est attestée par les importants projets structurants dans lesquels elle fait valoir son expertise et les nombreux contrats de financement ou de cofinancement dont elle fait bénéficier la communauté universitaire de langue française.

En 2017, elle a signé près de 40 accords-cadres avec des organismes de recherche, des ministères, des partenaires économiques, des opérateurs francophones, des associations internationales d'enseignement supérieur et de recherche dont notamment :

ORGANISMES DE RECHERCHE

Centre de Coopération internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD) ; Collège de France ; Institution de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur Agricoles (IRESA), Tunisie.

MINISTÈRES ET AUTRES INSTITUTIONS

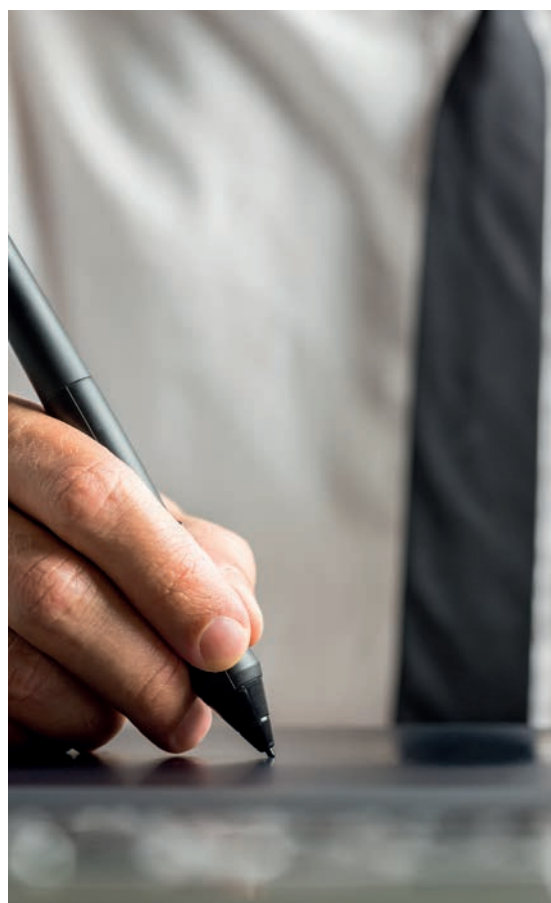
Les Ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche de Côte d'Ivoire, du Sénégal, d'Égypte, du Liban, de Tunisie ; Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES) ; Délégation générale à la langue française et aux langues de France ; Gouvernement du Vanuatu et de la Nouvelle Calédonie ; Ministère de la santé du Laos ; Association pour les échanges éducatifs internationaux de Chine ; Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC) du Maroc.

PARTENAIRES ÉCONOMIQUES

Groupe Orange ; Fondation Orange ; Groupement Inter-patronal du Cameroun (GICAM) ; Fondation BDA ; Agence Nationale des Infrastructures Numériques et des RDCL Word (Direction générale de études technologiques, Tunisie ; Open Classrooms ; Rassemblement des dirigeants et chefs d'entreprises libanais.

OPÉRATEURS FRANCOPHONES

Mission laïque Française ; Commission des titres d'ingénieur (CTI) - France ; Conférences décanales de santé (françaises et francophones) ; Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFOIF) ; Institut International pour la Francophonie



(2IF) ; Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) ; Association francophone pour le savoir (Acfas - Québec) ; Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES, Wallonie- Bruxelles) ; Campus France.

AUTRES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE

Association internationale des universités (AIU) ; Organisation Universitaire Interaméricaine (OUI) ; DAAD (office allemand d'échanges universitaires) ; Conférences des recteurs des universités portugaises.

L'organisation et la participation à des colloques internationaux



► LE COLLOQUE ANNUEL DE L'AUF : LA FRANCOPHONIE UNIVERSITAIRE FACE AU DÉFI DE LA QUALITÉ : POUR UN RAPPROCHEMENT DES FORCES

L'AUF organise annuellement un colloque sur des thématiques clefs de l'enseignement supérieur et de la recherche. En 2017, le colloque a été organisé à Beyrouth (Liban) les 7 et 8 novembre 2017 sur le thème de la qualité dans l'enseignement supérieur et la recherche avec pour objectif de rapprocher les forces francophones en ce domaine. Durant deux jours, les acteurs francophones de l'évaluation, de l'accréditation ou de l'assurance qualité, universités, agences et ministères, issus de tous les continents et représentant la diversité de l'espace francophone, ont tiré les enseignements des expériences menées dans la francophonie universitaire. Ils ont ébauché de nouvelles pistes de coopération.

Les agences francophones en charge de la qualité représentées ont adopté la Déclaration de Beyrouth, pour renforcer le réseau francophone des agences d'assurance qualité, d'évaluation et d'accréditation (FrAQ-Sup) en l'ouvrant à des agences

de pays membres de la Francophonie pour contribuer à développer des actions communes. Ces dernières favoriseront le développement de la culture de l'assurance qualité, le partage et l'échange d'expertises, d'outils, de méthodes et d'information ainsi que la création et le développement de dispositifs d'assurance qualité externe dans les pays francophones. L'AUF aidera les agences à structurer et à développer le réseau francophone FrAQ-Sup.

► FORUM ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL DES AMÉRIQUES

L'AUF a participé au 23^{ème} Forum économique international des Amériques organisé du 12 au 15 juin 2017 à Montréal sur le thème « Un nouveau monde : gérer le changement ». Ce forum, qui a pour mission de développer la connaissance des grands enjeux de la mondialisation des économies, a réuni plusieurs milliers de participants canadiens et internationaux.

Pour la première fois, il s'est ouvert au milieu universitaire en confiant à l'AUF l'organisation d'une table ronde intitulée « Nouveau monde, nouvelle université » pour réfléchir au rôle des universités

dans l'économie de la connaissance et du savoir et leur capacité à être les moteurs du développement contemporain. Cette table ronde animée par le Recteur de l'AUF, Jean-Paul de Gaudemar, a réuni les dirigeants d'associations d'universités arabes, africaines, québécoises, interaméricaines et caribéennes : le Bureau de coopération interuniversitaire du Québec, l'Association des universités africaines (AUA/AAU), l'Association des universités arabes (AARU), l'Association internationale des universités (AIU/IAU), l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI/IOHE) et l'Union des universités d'Amérique latine et de la Caraïbe (UDUAL).

À l'issue de cette rencontre, une déclaration commune a été adoptée par les six associations internationales représentées décidant ainsi de se mobiliser pour une nouvelle solidarité active interuniversitaire à l'échelle mondiale.

EXTRAITS :

Décidons de définir ensemble et avec nos établissements membres des perspectives d'actions convergentes transcendant les différences de contextes et de cultures et esquissant les formes d'une solidarité active interuniversitaire à l'échelle mondiale, face aux défis, souvent communs, auxquels sont confrontés les universités du monde.

- *Affirmons le rôle clé des universités comme moteurs du changement des sociétés, en étroite relation avec tous les acteurs socio-économiques, et dans le respect de leur diversité, dont nous sommes garants en tant qu'associations internationales.*
- *Proposons que des actions communes soient menées, notamment dans les domaines suivants : accompagnement des universités pour leur ouverture au monde professionnel ; pour la prise en compte des nouveaux besoins des étudiants en relation avec l'emploi et l'entrepreneuriat ; pour accroître l'accessibilité à l'enseignement supérieur et pour améliorer la qualité des formations, de la recherche et de la gouvernance stratégique des universités.*
- *Invitons les autres associations internationales d'universités à se joindre à nous pour définir ensemble des actions coordonnées dans ces domaines et pour partager nos expériences.*
- *Nous engageons à poursuivre et étendre ce dialogue régulier entre nous, en utilisant notamment les différentes plateformes existantes à cet effet.*

L'évolution des Campus Numériques Francophones (CNF) vers les Campus Numériques du Nouvel Espace Universitaire Francophone (CNEUF)

Au service des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, l'AUF s'est efforcée au fil du temps de répondre à leurs attentes à travers des activités concrètes de proximité menées au sein de ses implantations régionales et notamment dans les Campus Numériques Francophones (CNF) basés dans toutes les régions mais avec une densité particulière en Afrique. Au fil du temps, d'autres structures d'animation plus légères, mieux adaptées au contexte local ont émergé. Par exemple, les CNF partenaires (CNFp) et les Centres de réussite universitaire (CRU). Aujourd'hui, 36 CNF, 27 CNFp et 47 CRU sont implantés sur les 4 continents.

La conception du projet CNEUF est l'aboutissement d'une analyse critique de ces instruments de proximité. Le concept CNEUF vise, dans un souci de lisibilité et de visibilité, à unifier ces modèles d'organisation de l'activité de proximité dans une perspective répondant mieux aux nouvelles attentes des établissements partenaires. Cette évolution, conforme à une nouvelle vision de la Francophonie universitaire solidaire et proactive, fait des CNEUF non seulement des lieux d'accès aux biblio-

thèques numériques et à des formations à distance diplômantes mais aussi des lieux partenariaux accompagnant les universités d'accueil dans leur démarche d'amélioration de l'employabilité et de rapprochement avec le monde socio-économique.

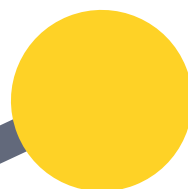
Le déploiement des CNEUF a démarré en juin 2017 avec la création de 6 CNEUF :

- Hanoi, Vietnam, « Soutien à l'esprit d'innovation et au renforcement des compétences en nouvelles technologies »
- Antananarivo, Madagascar, « Centre de développement de Madagascar » ;
- Dakar, Sénégal, « un modèle de Campus du nouvel espace universitaire francophone de Dakar »
- Kinshasa, République démocratique du Congo, « Création d'un fablab dénommé : Lisungi FabLab »
- Tongi Shangai, Chine, « Structurer et développer l'esprit d'innovation et la culture d'entrepreneuriat »
- Port-au-Prince, Haïti « Campus du nouvel espace numérique francophone »

L'AUF lance chaque année un appel à projet CNEUF. La date limite pour le dépôt des dossiers de labélisation de la prochaine campagne est fixée au 23 février 2018.



3 La stratégie 2017-2021



Construire ensemble le Nouvel Espace Universitaire Francophone

« Construire le nouvel espace universitaire francophone, autour d'une analyse partagée et de la recherche commune de solutions »

Dans le cadre de sa stratégie 2017-2021 l'AUF accompagne les établissements d'enseignement supérieur et de recherche membres de son réseau à relever les défis auxquels ils sont confrontés :

► LES DÉFIS INTERNES DANS LE DOMAINE DE LA QUALITÉ DE LA FORMATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA GOUVERNANCE.

Face à des flux croissants d'étudiants d'origines et de cultures de plus en plus diverses, à des niveaux et dans des domaines élargis, les établissements doivent être en capacité d'inventer des modèles pédagogiques adaptés, grâce notamment aux outils numériques. Elles ont le devoir de développer une recherche fondamentale et appliquée et de favoriser les transferts technologiques vers le monde économique et la société, alors que, dans de nombreux pays, le système de recherche est très peu structuré. La gouvernance des établissements est trop souvent inadaptée et sa qualité insuffisante, malgré de nombreuses initiatives dans ce sens, autour des démarches qualité et d'évaluation.

► LES DÉFIS LIÉS À L'EMPLOYABILITÉ DES DIPLÔMÉS POUR NOUER LE DIALOGUE AVEC LES MILIEUX ÉCONOMIQUES, POUR ADAPTER L'OFFRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET POUR DÉVELOPPER L'ENTREPRENEURIAT.

Dans de nombreux pays de la francophonie, la croissance du taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur ne s'accompagne pas d'une croissance du nombre des emplois qualifiés. Cette situation doit amener les établissements d'enseignement supérieur à s'interroger sur la distance qui peut séparer leur offre de formation des qualifications dont ont besoin la société et l'économie, notamment pour leurs premiers cycles professionnalisants. Ces établissements doivent assurer toute la chaîne de la production des qualifications supérieures. Pour cela, il est indispensable que les établissements d'enseignement supérieur nouent le dialogue

avec leur environnement économique et social. Il est également indispensable de développer la culture de l'entrepreneuriat, principalement auprès des étudiants.

► **LES DÉFIS INSTITUTIONNELS POUR RENFORCER LE RÔLE DES UNIVERSITÉS COMME OPÉRATEURS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, CULTUREL, LINGUISTIQUE ET INTERCULTUREL.**

Le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche est et doit être un acteur essentiel du changement global et local. Concilier leur double mission d'universalité et de ter-

ritorialité, tel peut être résumé le défi principal des universités en ce XXI^e siècle. Ce défi majeur donne tout son sens à la mission économique, sociale, environnementale et citoyenne des universités. De même, dans les domaines culturels et linguistiques dont elles constituent depuis toujours des institutions de référence, les universités sont porteuses de valeurs qui doivent irriguer les sociétés, au-delà même de la francophonie, dans une démarche interculturelle ouverte aux autres espaces.

Cette stratégie est articulée en neuf axes directeurs comme autant de réponses à ces trois ensembles de défis.

3 DÉFIS ET 9 AXES STRATÉGIQUES

• **Défi 1 : Qualité de la formation, de la recherche et de la gouvernance**

Axe 1. Contribuer à assurer la qualité dans le domaine de la formation

Axe 2. Contribuer à la structuration et au développement de la recherche dans un cadre national et international et soutenir l'implication des établissements membres dans ce processus

Axe 3. Contribuer à la mise en place de gouvernances adaptées aux nouveaux enjeux

• **Défi 2 : Employabilité et insertion professionnelle des diplômés**

Axe 4. Nouer ou intensifier le dialogue entre le monde académique et les milieux économiques

Axe 5. Mieux prendre en compte, dans l'offre de formation initiale, les besoins socioéconomiques de l'environnement local ou national des établissements membres

Axe 6. Développer la culture et la pratique de l'entrepreneuriat

• **Défi 3 : Pour des universités opérateurs du développement global et local**

Axe 7. Renforcer la contribution des établissements membres au développement économique, social et environnemental

Axe 8. Renforcer la contribution des établissements membres au développement linguistique et culturel, incluant la culture scientifique et technique

Axe 9. Renforcer la contribution des établissements membres au développement interculturel et à l'ouverture internationale

5 LEVIERS D'ACTION

L'AUF a élaboré cette stratégie à partir d'une analyse de son positionnement, de son environnement et des actions actuellement mises en œuvre, notamment sur le plan régional, sur la base d'une consultation large de ses établissements membres. Les principaux leviers d'action dont elle dispose sont les suivants :

- **Une organisation centrale et régionale** pour piloter, coordonner et analyser les actions, avec notamment trois nouvelles directions : la direction du numérique, la direction veille-innovation et expertise et la direction des partenariats. Les directions régionales déploient cette stratégie sur le plan régional en s'adaptant aux contextes régionaux. Elles sont les éléments moteurs des coopérations interrégionales.
- **Les outils numériques**, unifiés, pour mieux servir les établissements : de nouveaux espaces numériques d'apprentissage, des outils novateurs pour le partage des résultats entre chercheurs, un observatoire numérique des métiers et des formations, et un nouveau modèle de Campus Numérique Francophone (CNF).
- **Le réseau des membres, réservoir d'expertise de haut niveau et source permanente d'innovation**, à décrire et à valoriser pour développer la solidarité active entre établissements.
- **Les partenariats**, pour construire des relations fortes entre acteurs universitaires, politiques et socio-économiques et pour augmenter les capacités d'action de l'Agence et de ses établissements membres.
- **Le français, langue commune**, levier de développement pour les établissements membres, en s'appuyant sur nos dix directions régionales afin de proposer une réponse adaptée, compte tenu des différents contextes.





4 La mise en œuvre de la nouvelle stratégie

Des actions pour la qualité de la formation, de la recherche et de la gouvernance

QUELQUES PROJETS POUR LA QUALITÉ DE LA FORMATION

► DES SOLUTIONS NUMÉRIQUES POUR FAVORISER L'APPRENTISSAGE DES ÉTUDIANTS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- REAMOOC : Réseau africain de développement de MOOC pour l'innovation pédagogique dans l'enseignement supérieur



Le projet REAMOOC est coordonné par l'AUF et l'Université libres de Bruxelles. Il est cofinancé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne à hauteur de 870.000 €. Il regroupe 10 autres partenaires provenant de la Belgique (Belgique), du Cameroun, de la France, de la Grèce et du Sénégal.

Le projet doit améliorer l'apprentissage des étudiants dans l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne en favorisant l'adoption de pratiques pédagogiques numériques innovantes au sein des institutions partenaires du projet. Il consiste à accompagner le développement de MOOC et leur intégration dans les curricula par les enseignants des institutions universitaires partenaires du projet au Cameroun et au Sénégal, puis à étendre cette pratique à d'autres institutions. Pour atteindre cet objectif, le projet mise avant tout sur la constitution d'un réseau de partenaires africains qui assurera la pérennité du projet par le transfert de compétences au sein d'autres établissements. Des pôles d'innovation et de diffusion pédagogique seront également créés dans les institutions partenaires.

REAMOOC a été lancé officiellement en janvier 2018 en Belgique à l'occasion d'un colloque organisé par l'AUF et l'Université libre

de Bruxelles sur le thème « L'innovation pédagogique dans l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne : de la stratégie au terrain ».

www.reamooc.org

- L'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI)



L'AUF et le Ministère ivoirien de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ont signé, le 31 mai 2017, une convention de partenariat « Appui au développement de l'Université virtuelle de Côte d'Ivoire » dans le cadre du 2e contrat de désendettement et de développement Éducation/Formation (C2D2), s'appuyant sur l'achèvement d'une précédente convention de partenariat « Appui à la modernisation et à la réforme des universités et grandes écoles de Côte d'Ivoire » et à son avenant MOOC Factory.

L'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire (UVCI) a été créée en 2015, à la demande du gouvernement ivoirien, pour développer le numérique éducatif dans l'enseignement supérieur en Côte d'Ivoire.

L'AUF a été chargée d'apporter son expertise et son appui au développement de cette nouvelle université. Les activités prévues dans la convention ont démarré au cours du 2^{ème} semestre 2017 :

- Les missions d'identification des lieux pour cinq espaces numériques dans les universités de province et à Abidjan et des propositions de plans d'aménagement ont été adressées aux autorités universitaires des lieux pressentis ;
- Les missions d'identification des lieux pour trois studios vidéo et de montage dans deux universités de province et une à Abidjan.
- Une mission d'études d'une équipe UVCI accompagnée par un sous-directeur informatique du Ministère s'est déroulée, du 4 au 12 novembre 2017, en France, afin de découvrir des tiers-lieux innovants et des FabLabs en activité dans les universités françaises (COMUE Bretagne Loire, Université Cergy-Pontoise, Université Paris-Descartes...). Cette mission a permis également de rencontrer les partenaires du projet, l'Agence française de développement et le GIP FUN MOOC ;
- La diffusion de deux appels à projets pour la création de 10 CLOM/MOOC et pour la création de 6 Formations ouvertes et à distance et d'un appel à candidatures pour la formation d'ingénieurs pédagogiques. La sélection de ces trois appels interviendra au 1er trimestre 2018.

<https://uvci.edu.ci/>

► LE NUMÉRIQUE AU SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE DES ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE ET DU COLLÈGE

La lutte contre la pauvreté par l'éducation, ainsi que le développement humain et professionnel des enseignants font partie des missions d'une université au service du développement global des sociétés. Pour contribuer à cet effort général, l'AUF a conclu une série de partenariats qui ont permis le développement de projets d'envergure et la participation de l'Agence à une réflexion internationale sur la qualité de l'éducation. La conception des projets présentés ici s'appuie sur les acquis de la recherche : en formation à distance, en didactique, en linguistique, en technologies de l'information et de la communication.

• Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres - IFADEM



Menée en partenariat avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Initiative francophone pour la formation à distance

des maîtres - IFADEM - contribue depuis 2007 aux efforts internationaux menés en faveur de l'amélioration de la qualité de l'éducation. L'initiative accompagne différents pays de la Francophonie dans la mise en place d'un dispositif hybride de formation continue en partie à distance, destiné à renforcer les capacités professionnelles des enseignants du primaire en poste dans les zones rurales. Le dispositif est co-construit avec le ministère responsable de l'éducation de base des pays qui le met en œuvre.



Depuis 2007, IFADEM a accompagné quinze pays dans leur politique de formation continue (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Côte d'Ivoire, Haïti, Liban, Madagascar, Mali, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad et Togo) et près de 24 000 enseignants. Le modèle IFADEM est de plus en plus intégré dans les politiques de formation continue des États et évolue face aux demandes (élargissement sur de nouveaux publics, passage à l'échelle et ouverture sur l'enseignement secondaire). 10 000 nouveaux enseignants, 15 000 directeurs d'école et 1 000 chefs d'établissement en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso seront concernés dans un proche avenir.

www.ifadem.org

• **Renforcement de la formation initiale et continue des enseignants du primaire et du collège par l'usage des TICE en Afrique**

L'AUF, en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD), propose une expertise et un appui à quatre pays africains (Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Niger) pour qu'ils expérimentent des dispositifs de formation continue des enseignants du primaire et du collège mobilisant les technologies de l'information et de la communication pour l'éducation (TICE). Près de 26 000 enseignants sont concernés. Les projets sont directement menés par les ministères en charge de l'éducation en Côte d'Ivoire, à Madagascar et au Niger et par l'ONG Aide et Action en partenariat avec le ministère au Mali. Ils ont été lancés en 2016.

En 2017, la plupart des projets ont terminé la phase de développement de contenus et de configuration des plates-formes de formation. Ils passent maintenant au déploiement de la formation des enseignants. Le projet lancé à Madagascar est le plus avancé, la première année de formation s'est terminée en décembre 2017. L'équipe-projet travaille actuellement pour mettre en place la deuxième année de la formation. Par ailleurs, des avancées ont été accomplies dans le cadre des 4 projets pour obtenir la reconnaissance de la formation dans le parcours professionnel des enseignants.

► **UN MÉTA-PORTAIL POUR FACILITER L'ACCÈS À DES RESSOURCES MULTIPLES**

Le méta-portail de l'Initiative pour le Développement du Numérique dans l'Espace Universitaire Francophone (IDNEUF), élaboré par l'AUF, a été lancé à Bamako en juin 2016, à l'occasion de la seconde réunion des ministres francophones de l'enseignement supérieur.

Aujourd'hui, près de 45 000 ressources sont déjà proposées à tous les publics : étudiants, enseignants et chercheurs. Ce méta-portail identifie, recense et indexe les ressources éducatives diffusées par les établissements membres de l'AUF : cours, diaporama, tutoriel, questionnaire, liste de références, auto-évaluation, etc. Grâce à un ensemble de métadonnées gérées par le moteur de recherche du méta portail de l'IDNEUF, l'utilisateur peut accéder, de manière fine, à des ressources éducatives pour la formation, la recherche ou la culture. A terme, il offrira de nombreuses autres fonctionnalités pour :

- faciliter la création, la médiatisation et l'indexation de ressources numériques éducatives ;
- favoriser leur partage, leur utilisation et leur développement ;
- proposer aux établissements d'enseignement supérieur un accompagnement pour les aider à développer et à diffuser leurs propres ressources éducatives libres.

De nouvelles technologies, dites du web sémantique et des mégadonnées (big data) viennent améliorer la qualité du moteur de recherche afin qu'il dépasse le cadre de l'interrogation par mots clés pour prendre en compte des référentiels linguistiques plus riches.

Très prochainement, de nouvelles collections viendront enrichir le corpus des ressources déjà référencées. Un effort sera porté pour permettre à plus d'établissements membres de l'AUF, notamment parmi les moins expérimentés dans la diffusion des contenus via le web, de référencer leurs productions numériques.

www.idneuf.org

► **LE SOUTIEN À LA CRÉATION DE MASTERS DANS DES DOMAINES CLEFS POUR LE DÉVELOPPEMENT**

- **Master régional en gestion intégrée des environnements littoraux et Marins (GIELM) en Afrique centrale et des Grands Lacs**



Le Master GIELM est une formation régionale pluridisciplinaire ouverte aux étudiants des filières des sciences fondamentales, de la vie et de la terre, humaines et sociales, économiques et juridiques. L'objectif est de former des cadres de haut niveau qui s'engageront sur des métiers divers, incluant la recherche scientifique, l'aménagement et la gestion, l'audit environnemental et la conservation des écosystèmes littoraux. Le projet

regroupe l'AUF, l'Institut de recherche pour le Développement (IRD), l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) du Gabon, l'Institut Français du Gabon et le Service de coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France au Cameroun.

La première année du master se déroule à l'Université de Douala (Cameroun). La seconde année, effective depuis la rentrée académique 2017-2018, est composée de quatre parcours repartis entre l'Université de Douala, l'Université de Yaoundé 1 (Cameroun), l'Université Omar Bongo de Libreville (Gabon) et l'Université des Sciences et techniques de Masuku (Gabon).

Le master, lancé en 2016, accueille 80 étudiants (1^{ère} et 2^{ème} années).

- **Master en Géosciences appliquées aux Géorisques en Haïti**



Ce nouveau Master, lancé en octobre 2017, est proposé par l'Université d'État d'Haïti. Il est soutenu par l'AUF, la Conférence des présidents d'université (CPU), la Fondation Sogebank, l'Institut de recherche pour le développement (IRD), le Service de coopération et d'action culturel SCAC de l'Ambassade de France et l'Union Européenne. Il s'adresse aux jeunes diplômés en génie civil ; en génie rural et en agronomie. Il vise à mettre à la disposition du pays confronté périodiquement à des aléas climatiques des ressources humaines compétentes sur les aspects de la compréhension et de gestion du risque pour proposer des solutions de mitigation et de prévention.

Avant la création de ce programme, il n'existait pas de formation de second cycle en géosciences en Haïti et dans les Antilles françaises. Le master a accueilli sa première promotion début octobre 2017 ; elle est composée d'une quinzaine d'étudiants.

- **Master en Administration et Management en Europe centrale et orientale**

L'AUF soutient depuis sa création l'École Supérieure de la Francophonie pour l'administration et le Management (ESFAM) implantée en Bulgarie. L'ESFAM forme en français des cadres de haut. niveau en administration et management. Elle accueille des étudiants du monde entier. L'ESFAM propose, en partenariat avec les universités membres de l'AUF, 7 masters spécialisés dans les domaines de la gestion d'entreprises, du management public, du management du tourisme, de l'entrepreneuriat social et culturel, du transport international, du conseil et de l'expertise publique. Ces formations permettent à des diplômés de différents domaines d'acquérir des compétences complémentaires à leur formation de base, facilitant ainsi leur insertion professionnelle.

L'Université Cadi Ayyad de Marrakech (Maroc), l'Université de Corse Pascale Paoli (France) ; l'Université de Liège (Belgique), l'Université Lyon 2 (France) ; l'Université de Nantes (France) ; l'Université Toulouse 1 Capitole & l'IEP de Toulouse (France) et la Nouvelle université bulgare de Sofia (Bulgarie) sont partenaires de l'ESFAM.

► **L'ACCOMPAGNEMENT DES ÉTUDIANTS RÉFUGIÉS VERS DES FORMATIONS UNIVERSITAIRES EN LANGUE FRANÇAISE**



En juin 2017, l'AUF a lancé avec 12 partenaires, un appel à projets pour faciliter l'accueil des étudiants réfugiés dans les formations universitaires en langue française. Il s'agit ainsi de favoriser leur intégration dans la société qui les accueille, tout en préparant leur avenir professionnel, y compris dans leur pays d'origine lorsqu'un retour sera possible. Les 37 projets retenus pour ce second appel, dont 35 d'établissements français et 2 d'universités libanaises, accueillent au total près de 1800 réfugiés, en majorité du Moyen-Orient (Syrie, Irak, Afghanistan) et du Soudan.

Les projets s'adressent à des étudiants non francophones auxquels il est proposé un parcours d'intégration avec une formation renforcée en Français langue étrangère (FLE). La plupart des projets s'appuient sur des méthodes hybrides, partiellement en ligne mais toujours avec un encadrement présentiel.

Une levée de fonds a été effectuée pour compléter le budget alloué par l'AUF à ce projet. Près de 400 000 € ont été rassemblés (sans compter l'apport des universités elles-mêmes).

► LA CRÉATION D'UNE UNIVERSITÉ NATIONALE BILINGUE AU VANUATU

Le Gouvernement du Vanuatu a décidé de doter le pays d'une université nationale bilingue. Pour ce faire, il souhaite être soutenu

sur les plans réglementaire et structurel pour atteindre une reconnaissance académique et scientifique.

L'AUF a été sollicitée pour apporter son expertise ; elle est partenaire du projet. A la demande du Ministère vanuatais de l'Éducation, de la Formation et de la Francophonie (MEFF), elle a co-organisé, en 2017, avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), un atelier pour la mise en place d'une offre d'expertise francophone.

Deux experts mandatés par l'AUF ont échangé avec les participants sur les enjeux de la construction de l'université nationale bilingue au Vanuatu, les publics cibles, les besoins et les attentes en matière de formation universitaire et professionnelle, les perspectives pour la recherche, les perspectives de partenariats inter-universitaires, et les moyens associés (financiers, infrastructures, ressources humaines et pédagogiques).

QUELQUES PROJETS POUR LA QUALITE DE LA RECHERCHE

► L'APPUI À LA STRUCTURATION DE LA RECHERCHE-INNOVATION EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'AUF en Afrique de l'Ouest appuie le renforcement et la modernisation des systèmes nationaux de recherche-innovation (SNRI) dans leur ensemble, et la refondation des structures opérationnelles de recherche au sein des établissements universitaires. Après avoir constaté que la recherche est éparpillée, que les structures sont informelles, leur pilotage flou, leur évaluation inexistante, leurs infrastructures dispersées, l'AUF a décidé d'éditer un Guide d'aide à la décision, relatif à la création, l'organisation et le fonctionnement des structures de base des systèmes nationaux de recherche innovation.

Cet outil d'aide à la décision propose les définitions, la typologie et la hiérarchisation des structures de recherche, les critères de leur création/éligibilité et de leur organisation ainsi que les règles de leur évolution.

L'AUF aidera les pays de la région Afrique de l'Ouest à se l'approprier, à le contextualiser.

► LE SOUTIEN À LA MOBILITÉ ACADÉMIQUE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES

- **Programme Roumain de Bourses Eugen Ionescu**

En 2007, le gouvernement de la Roumanie a créé le programme de bourses d'études doctorales et de recherche Eugen Ionescu. Ce dispositif permet aux chercheurs et aux doctorants francophones d'établissements membres de l'AUF, du monde entier, de bénéficier d'une formation d'au moins trois mois dans les institutions d'enseignement supérieur et de recherche roumaine. 687 doctorants et chercheurs issus de 38 pays ont ainsi bénéficié d'une mobilité depuis le lancement du programme : Albanie, Algérie, Arménie, Belgique, Bénin, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Côte d'Ivoire, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, Égypte, France, Gabon, Géorgie, Grèce, Guinée, Hongrie, Lettonie, Liban, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Moldova, Pologne, Rwanda, Sénégal, Serbie, Slovaquie, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, Ukraine, Viêt-Nam.

En 2016-2017, sur le nombre record des 408 candidatures reçues de 27 pays différents, 52 bourses de recherche doctorale et 38 bourses de recherche postdoctorale ont été attribuées.

• **Programme « Volontariat international de la Francophonie »**

Depuis 2007, l'AUF collabore avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour le programme « Volontariat international de la Francophonie ». Une cinquantaine



de volontaires, âgés de 21 à 34 ans, sont sélectionnés chaque année. Les candidats retenus mettent leurs compétences à disposition d'une action francophone pendant un an. Les jeunes concernés réalisent cette période de volontariat au sein de l'OIF et de l'un des quatre opérateurs de la Francophonie. L'AUF mobilise ses implantations pour assurer, sur le terrain, la gestion administrative de ces volontaires même quand ils sont accueillis au sein d'une autre organisation.

14 volontaires ont réalisé leur volontariat dans une structure de l'AUF en 2017.

► LE SOUTIEN AUX FORMATIONS DOCTORALES

- **Collèges doctoraux en Afrique subsaharienne, dans la Caraïbe, au Maghreb, au Moyen-Orient et dans l'Océan Indien**

Depuis plusieurs années, l'AUF a mis en place un dispositif de « collèges doctoraux » qui renforce les capacités de formation par et à la recherche des établissements membres des pays en développement par l'appui scientifique aux jeunes doctorants. Un collège doctoral est un espace de perfectionnement où est dispensée une formation à la fois disciplinaire et transversale, complémentaire aux programmes des établissements d'origine des doctorants.

L'accompagnement, d'une durée de trois ans, d'une cohorte de doctorants dans des domaines prioritaires, permet d'aboutir à la soutenance de thèse dans des délais raisonnables. Il prend la forme de rencontres

scientifiques, de mobilités doctorales et de participation aux colloques.

En 2017, plus de 200 doctorants ont bénéficié d'un encadrement spécifique dans la finalisation de leur recherche doctorale dans le cadre de 9 collèges. 32 thèses ont été soutenues.

• Programmes doctoraux thématiques au Moyen-Orient

Ce programme propose, aux universités volontaires et à leurs étudiants, une formation doctorale en lien direct avec les politiques nationales de recherche et basée sur plusieurs principes :

des thématiques ciblées répondant aux besoins du pays en termes de formation de chercheurs ; un accompagnement à la formation à la recherche et à sa méthodologie (séminaires méthodologiques, séminaires thématiques, doctorales) ; une mobilité internationale (6 mois par an à l'étranger pour chaque étudiant du programme, pendant trois ans) ; un accompagnement à une structuration nationale de la politique de formation doctorale ; des partenariats et co-financements, des universités mais aussi des instances nationales pour la recherche.

Chaque programme est national et ses modalités sont définies en fonction des spécificités de chaque pays en commun accord avec les partenaires.

En 2017, ce programme a été lancé au Liban et en Égypte. En 2018, il le sera en Iran.

► L'ACCOMPAGNEMENT POUR LA RECHERCHE PARTAGÉE

• Soutien de projets de recherche internationaux

L'AUF favorise la mise en place de projets de coopération scientifique internationale de recherche. Elle soutient annuellement la constitution de nouvelles équipes de recherche qui associent des chercheurs et enseignants-chercheurs du Nord et du Sud autour d'une problématique commune. Ces collaborations scientifiques internationales mobilisent des compétences variées sur une thématique de recherche commune et soutiennent le développement de la recherche. Elles contribuent à l'émergence d'une expertise de haut niveau au service du développement des sociétés.

95 projets de recherche internationaux ont été soutenus par l'AUF en 2017.

• La chaire interuniversitaire d'études caribéennes

Créée en 2016 à l'initiative de la conférence régionale des Recteurs, Présidents et Directeurs d'institutions membres de l'AUF dans la Caraïbe (CORPUCA), la chaire doit fédérer les centres de recherche et les programmes de formation existants portant sur des problématiques caribéennes : le tourisme durable ; le développement du commerce et des relations économiques

extérieures ; le transport ; la réduction des risques de catastrophes naturelles, l'eau et l'assainissement.

En 2018, un projet sur l'eau et l'assainissement ainsi qu'un projet de master régional sur la gestion des risques de catastrophes naturelles seront lancés par des universités d'Haïti, de Cuba, du Mexique et de Montréal.

• Création d'un groupe de recherche à 4 ans (G4) au sein du réseau international des Instituts Pasteur.

L'AUF et l'Institut Pasteur ont lancé conjointement en 2017 un appel à candidatures international pour de jeunes chercheurs afin de créer un groupe de recherche à 4 ans (G4) au sein du réseau International des Instituts Pasteur (RIIP) : un G4 en Afrique (Sénégal) sur les maladies infectieuses, tropicales ou négligées. Le projet implique des universités membres de l'AUF afin de renforcer leurs missions de recherche et de formation. Cette implication se fait dans le cadre de la formation d'étudiants de Master et de Doctorat accueillis au sein du G4 et/ou de la participation aux travaux de recherche d'enseignants-chercheurs de la (ou des) université(s) partenaire(s). Le projet de recherche est défini en collaboration avec les équipes universitaires et l'institut du RIIP.

QUELQUES PROJETS POUR LA QUALITE DE LA GOUVERNANCE

► LE RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE DES UNIVERSITÉS AFRICAINES

L'AUF pilote le projet DAfrAli (défis sociétaux et gouvernance des universités Africaines : le cas des Aliments au Maroc, en République démocratique du Congo et au Sénégal) subventionné par l'Union Européenne pour une durée de 3 ans. Le projet a été lancé en février 2017. Il doit renforcer la gouvernance des universités africaines par rapport aux défis sociétaux majeurs. L'étude de cas se focalise sur la sûreté des aliments au Maroc, en République démocratique du Congo et au Sénégal. 17 partenaires (établissements d'enseignement supérieur et de recherche et institutions publiques) de France, d'Italie, du Portugal, du Maroc, de République démocratique du Congo et du Sénégal sont associés au projet. Les partenaires du projet DAfrAli se sont réunis en juillet 2017 au CIRAD, à Montpellier, dans le cadre du Comité de Gouvernance

des Aliments (COGA). Cet événement a permis de faire le bilan des résultats des lots 2 e 3 du projet (autonomie et stratégie des établissements) et de dérouler les attendus du lot 4 (défis sociétaux).

www.Dafrali.eu





► L'ACCREDITATION DES UNIVERSITÉS AU MAGHREB

Le projet est coordonné par l'AUF et le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique tunisien. Il accompagne les universités maghrébines et leurs composantes dans l'appropriation d'outils nécessaires à la mise en œuvre d'un processus d'auto-évaluation et assiste les écoles d'ingénieurs dans le processus d'accréditation CTI (Commission des Titres d'Ingénieurs) au label EUR-ACE. EUR-ACE est un label d'accréditation des formations d'ingénieur des niveaux Bachelor et Master. Il est délivré par la Commission des Titres d'ingénieur (CTI) de France et garantit la reconnaissance internationale des écoles, la qualité des programmes de formation, à la fois pour les étudiants pour leur choix de formation et à terme pour les entreprises par le recrutement des diplômés.

En 2017, deux écoles d'ingénieurs tunisiennes, qui ont bénéficié de l'accompagnement technique et financier de l'AUF pour l'accréditation de leurs formations, ont reçu l'accréditation EUR-ACE pour une durée de 6 ans : l'école Nationale d'Ingénieurs de Tunis (ENIT) avec 9 cursus labellisés et l'école Supérieure des Communications de Tunis (Sup'Com) avec 1 cursus labellisé.

► DES ATELIERS INNOVANTS POUR LA QUALITÉ AU MOYEN-ORIENT

Ce projet regroupe l'AUF, les ministères de l'Enseignement supérieur du Liban et d'Égypte, les établissements universitaires et les institutions chargées de l'assurance qualité dans ces deux pays. Il consiste à organiser une série d'ateliers destinés à soutenir le développement d'une démarche-qualité dans les universités de ces deux pays et à former le personnel de ces établissements à la mise en place de procédures pour initier ou consolider une politique d'assurance-qualité : processus d'auto-évaluation, gouvernance institutionnelle, plans stratégiques d'établissements, référentiels et standards pour les programmes de formation, création d'unités d'assurance-qualité.

En 2017, 5 ateliers ont été organisés au Liban et en Égypte.

► L'EXPERTISE POUR RENFORCER LES DÉPARTEMENTS DE FRANÇAIS, DES SECTIONS DE FRANÇAIS OU DES CENTRES DE LANGUES UNIVERSITAIRES

Le projet « Dialogue d'expertise » est mis en œuvre par (AUF) et l'Institut français (IF) depuis 2013. Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères est partenaire du projet. Dialogue d'expertise offre, aux

départements d'études françaises, aux sections de français et aux centres de langues universitaires, la possibilité d'obtenir une expertise sur l'ensemble de leur activité ou sur une question spécifique parmi leur activité de formation (révision du curriculum d'enseignement ; rénovation de formation ; renouvellement des techniques d'enseignement ; enseignement du français sur objectifs spécifiques (FOS) ou sur objectifs universitaires (FOU) ; intégration des technologies de l'information

et de la communication dans l'enseignement et l'apprentissage des langues ; enseignement à distance ; insertion socio-professionnelle des diplômés).

Depuis le lancement du projet en 2014, 47 universités dans 38 pays répartis dans toutes les régions d'interventions de l'AUF ont bénéficié d'une expertise. Un guide « *Guide de l'expertise des formations de français* », disponible en ligne, a également été publié.

<http://dialoguedexpertise.org/>



Des actions pour l'employabilité et l'insertion professionnelle des diplômés

► L'ENTREPRENEURIAT DES ÉTUDIANTS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, DANS LA CARAÏBE, AU MAGHREB ET AU MOYEN-ORIENT

• L'Initiative Jeunes Leaders de la Francophonie (IJLF) en Afrique Subsaharienne et dans la Caraïbe

L'IJLF rassemble l'AUF, le Ministère des Affaires mondiales Canada, HEC Montréal, l'Université de Moncton et plusieurs partenaires locaux. L'Initiative doit contribuer à la création d'emplois par le développement de l'entrepreneuriat étudiant, en particulier l'entrepreneuriat féminin dans 4 pays : Bénin, Burkina Faso, Haïti, Sénégal.

Des formations ouvertes en ligne gratuites dans les domaines comme la comptabilité financière et de gestion, la finance, le marketing, les ressources humaines ou encore le management seront proposées aux jeunes pour renforcer leurs compétences dans le domaine de l'entrepreneuriat. Ils bénéficieront d'un accompagnement de formateurs et mentors locaux et canadiens.

Des Centres de Création d'Entreprises (CCE) seront créés dans les 4 pays concernés par l'Initiative. Des jeunes leaders seront encadrés dans la création de leur entreprise au sein du programme d'incubateur d'entreprises et de mentorat du CCE pour la réalisation de leur projet d'affaires et la création de leur entreprise.

L'Initiative sera lancée en 2018 pour une période de 5 ans.

• Structuration et accompagnement de l'entrepreneuriat étudiant au Maghreb (SALEEM)

Le projet SALEEM (Structuration et accompagnement de l'entrepreneuriat étudiant au Maghreb) a été lancé en 2017. Il doit favoriser l'entrepreneuriat au Maroc et en Tunisie par la mise en place d'un dispo-



sitif national d'étudiants entrepreneurs au sein des systèmes d'enseignement supérieur des deux pays et la création de pôles d'accompagnement des étudiants entrepreneurs au sein d'établissements de l'enseignement supérieur de 4 villes pilotes (Rabat, Casablanca, Tunis-Carthage et Sfax). SALEEM s'inspire des meilleures pratiques développées en France, notamment Pépité France (le réseau des 29 Pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat), en Belgique et en Roumanie.

2400 étudiants marocains et tunisiens, dont au moins un tiers de femmes, seront accompagnés dans leur projet de création d'entreprise. 400 étudiants vivant avec un handicap bénéficieront d'un accompagnement spécialisé.

Coordonné par l'AUF, le projet est mis en œuvre par un consortium de 14 partenaires du Maroc, de la Tunisie, de Belgique, de France et de Roumanie. 18 autres partenaires associés sont également engagés dans le projet. Il bénéficie d'un cofinancement du programme Erasmus+ de l'Union Européenne et de l'ensemble des partenaires.

www.projet-saleem.org

• Développement de l'entrepreneuriat étudiant au Liban (DEEL)

Le projet DEEL, également inspiré du pro-

gramme Pépîte France, consiste à sensibiliser et à former des étudiants à la pratique de l'entrepreneuriat. Actuellement, 13 universités libanaises sont engagées dans ce programme qui se déroule selon trois axes :

- mise en place d'un statut national « étudiant entrepreneur » au Liban ;
- création d'une plate-forme collaborative ayant pour objectif de mutualiser les ressources sur l'entrepreneuriat - cours, MOOCS, témoignages etc. - mais aussi de développer les échanges de bonnes pratiques ;
- ouverture et animation d'un espace de co-working pour accompagner les idées de création d'entreprises.

La mise en œuvre de ce projet repose sur un partenariat avec la direction générale de l'enseignement supérieur au Liban, mais aussi avec des acteurs du monde économique comme le RDCL World (Rassemblement des dirigeants et chefs d'entreprise libanais au monde) et deux incubateurs de l'écosystème, Smart ESA et Berytech.

► LA CRÉATION D'UN PREMIER FABLAB SOLIDAIRE AU CAMEROUN

Ongola FabLab est issu d'un partenariat entre l'AUF et la Fondation Orange. Inauguré en avril 2017, il est situé au Campus Numérique Francophone (CNF)

de l'AUF à Yaoundé. Le projet développe les compétences numériques des jeunes en général et des jeunes en difficulté en particulier en travaillant en partenariat avec des associations d'encadrement des jeunes défavorisés qui dispensent des formations métiers dans des champs aussi variés que l'électronique, la fabrication de savons, la menuiserie, l'informatique, l'artisanat (fabrication de jouets, chaussures, sacs en matériel local). Ces ateliers permettent aux jeunes d'intégrer les pratiques numériques et leurs potentialités dans un parcours d'accompagnement progressif avec des phases de découverte et d'initiation.

En 2017, Ongola FabLab a été sélectionné pour participer au concours international des FabLabs solidaire initié par la Fondation Orange sur le thème « Le sport pour tous ». Le projet Rhuma Robot (robot démontable pour réduire la douleur et l'effort dans la pratique du sport en cas de rhumatisme) a été conçu par 24 jeunes de l'ONG ASSEJA qui encadre des jeunes défavorisés. Ils ont bénéficié au sein du FabLab d'ateliers d'initiation aux techniques de base de fabrication numérique dans un parcours progressif d'apprentissage, jusqu'au montage et la réalisation d'un projet. L'équipe a concouru aux côtés de 16 autres équipes en juillet 2017 à Marseille.

www.ongolafablab.cm





► LA PROMOTION DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET DE L'ORIENTATION À MADAGASCAR (PIPOM)

Lancé en 2015 avec le soutien de l'AUF, le projet PIPOM (promotion de l'insertion professionnelle et de l'orientation à Madagascar) contribue à la promotion de l'orientation et de l'insertion professionnelle pour une meilleure employabilité des jeunes diplômés à Madagascar. PIPOM consiste à former des conseillers d'orientation professionnelle ; à accompagner la dizaine d'établissements malgaches partenaires du projet dans la mise en place et/ou le renforcement de services d'orientation professionnelle et le renforcement du lien enseignement – étudiants – entreprises.

Le projet regroupe près d'une vingtaine de partenaires dont Campus France Madagascar, l'association malgache des DRH d'entreprises (AMDRHe) et l'Ambassade de France à Madagascar.

En 2017, 50 conseillers d'orientation professionnelle ont été formés ; 10 cellules d'orientation professionnelle ont été créées ou renforcées. Un réseau actif d'échanges entre les conseillers d'orientation et les directions des ressources humaines des 40 plus grandes entreprises à Madagascar a été mis en place et une base d'outils originaux pour diffuser l'information sur l'orientation a été créée.

► LA CRÉATION ET LE RENFORCEMENT DE FORMATIONS PROFESSIONNALISANTES DE NIVEAU 1^{ER} CYCLE (Afrique centrale et des Grands Lacs, Afrique de l'Ouest, Asie Pacifique, Europe centrale et orientale, Maghreb, Océan Indien)

Pour susciter une meilleure adéquation entre l'offre de formation des universités et les besoins en emplois dans les secteurs de l'industrie et des services, l'AUF a lancé en 2017 un premier appel à projets destiné à contribuer à la création ou au renforcement de formations professionnalisantes de niveau 1er cycle associant étroitement, dans leur conception comme dans leur animation pédagogique et leur gouvernance (pilotage), université(s) et entreprise(s).

L'AUF propose une démarche de développement de projet et un accompagnement jusqu'au lancement officiel du programme de formation.

Sur 41 propositions reçues 12 projets issus de 5 régions ont été présélectionnés : Afrique centrale et des Grands Lacs (Tchad) ; Afrique de l'Ouest (Burkina Faso et Niger) ; Asie-Pacifique (Vietnam) ; Europe centrale et orientale (Arménie et Moldavie) ; Maghreb (Maroc et Tunisie) ; Océan Indien (Madagascar). Leur sélection définitive sera réalisée en mars 2018.

► UNE OPÉRATION « ECO-PRENEURS » EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'AUF et la Fondation Biotechnologie pour le développement en Afrique (BDA) ont signé un accord de partenariat, le 26 août 2016 à Montréal (Canada), pour la création d'éco-entreprises dans le domaine de la culture et de la récolte des plantes à valeur ajoutée destinées aux industries pharmaceutiques, cosmétiques et nutraceutique.

Le projet « Valorisation de la filière des plantes à valeur ajoutée : une approche innovante de formation et de création d'emploi en RDC » vise à renforcer les

capacités des universités congolaises à travers la formation des enseignants, appelés à leur tour à former de nouvelles générations d'étudiants au montage d'entreprises dans la production, la transformation et la commercialisation des plantes à valeur ajoutée.

10 enseignants congolais dont 2 de l'Université de Goma, 4 de l'Université de Kasa Vubu, 2 de l'Université de Kinshasa et 2 de l'Université de Lubumbashi vont bénéficier de cette initiative. Leurs nouvelles compétences leur permettront d'encadrer les 30 éco-preneurs sélectionnés (parmi 120 candidatures) pour cette première phase du projet.



Des actions pour des universités opérateurs du développement global et local

► LE DIALOGUE INTERCULTUREL ET LA MÉDIATION À LA NON-VIOLENCE ET À LA PAIX SOUTENUS AU MOYEN-ORIENT

L'AUF est engagée depuis plusieurs années au Moyen-Orient dans la sensibilisation et l'initiation au dialogue interculturel auprès de ses établissements membres, avec notamment la mise en place, en collaboration étroite avec le bureau régional de l'UNESCO de Beyrouth, de séminaires et de cours de formation dans plusieurs universités de la région. En 2016, afin de renforcer le rôle des jeunes dans la société par la promotion de la culture de la paix en s'appuyant sur les principes du dialogue interculturel, des ateliers de sensibilisation à la médiation développés et encadrés par le Centre professionnel de médiation de l'Université Saint-Joseph (Beyrouth) ont été organisés dans les différentes régions libanaises.

Cette initiative, renouvelée en 2017 au Liban, a été étendue en Jordanie et en Égypte. 15 universités des 3 pays ont été concernées par le projet. Un total de 15 ateliers a ainsi été organisé dans les 3 pays. Ils ont accueilli près de 500 participants étudiants et professionnels d'ONG et de la société civile. Une compétition interuniversitaire a également été organisée au Liban.

A court terme l'objectif, de ce projet est double : lancer un MOOC au niveau régional sur « les compétences pour le dialogue interculturel », en collaboration avec l'UNESCO et porté par l'Université La Sagesse (Liban) et développer ses activités autour de la médiation dans un contexte régional élargi. À moyen terme, l'AUF prévoit de mettre en place au Moyen-Orient, et avec ses partenaires, une instance interuniversitaire de formation et de recherche jouant le rôle d'observatoire régional du dialogue interculturel et de la médiation.

► DES CENTRES DE RÉUSSITE UNIVERSITAIRES (CRU) DÉPLOYÉS EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

L'AUF en Europe centrale et orientale s'appuie sur un réseau de 53 Centres de réussite univer-

sitaire (CRU) présents dans 18 pays pour être à l'écoute de ses établissements membres. La mise en place dans les universités de ces espaces didactiques, dotés de ressources pédagogiques classiques et innovantes et d'équipements techniques de pointe, contribue à la modernisation de l'enseignement du et en français et permet d'accroître l'attractivité de l'offre universitaire francophone et d'augmenter la visibilité des actions francophones locales.

3 universités de Roumanie, de Macédoine et d'Arménie ont rejoint en 2017 le réseau régional des CRU.

En novembre 2017, les responsables des Centres de réussite universitaire se sont réunis à Bucarest pour un échange de bonnes pratiques et d'expertise. Cette réunion a permis de mesurer l'efficacité des CRU dans les universités où ils sont hébergés, de faire le bilan depuis la mise en place du dispositif et de comparer les parcours de chacun dans une diversité de contextes pour ainsi constater la richesse, l'actualité et la maturité de ce projet.

► UN NOUVEL OBSERVATOIRE POUR LA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE (OFE)

Ce nouvel observatoire, créé par l'Université de Montréal en partenariat avec le gouvernement du Québec, l'AUF et l'Organisation Internationale de la Francophonie, doit permettre de mieux connaître l'espace économique francophone. Il a été lancé en juin 2017. Grâce à la collecte et l'analyse des données relatives à la situation de l'espace économique francophone, le nouvel observatoire souhaite alimenter les réflexions économiques au cœur des préoccupations des acteurs de la Francophonie tout en constituant un réseau international d'économistes francophones. Des chercheurs postdoctorants et doctorants, issus des meilleurs départements de sciences économiques du continent africain, seront accueillis en stage. Un appel à manifestation pour la création d'un réseau d'experts africain a été lancé en novembre 2017. Ce réseau aura la responsabilité de mettre en œuvre et de réaliser des projets de recherche dans des thématiques couvrant les axes de recherche prioritaires de l'OFE.

► DES CONCOURS SOUTENUS PAR L'AUF

• Ma thèse en 180 secondes (Afrique centrale et des Grands Lacs, Afrique de l'Ouest, Maghreb, Moyen-Orient)

Ma thèse en 180 secondes est un concours international francophone. Les doctorants doivent présenter leur sujet de recherche en français, en 3 minutes, à l'attention du grand public. Afin de renforcer la participation des doctorants de pays du Sud, l'AUF y organise depuis 3 ans les finales nationales. Cette année 7 pays du Sud ont ainsi pu être présents au concours : le Bénin, la Côte d'Ivoire, la République Démocratique du Congo et le Liban, le Cameroun, le Sénégal et la Tunisie. Cette année, 20 doctorants provenant de 15 pays ont relevé le défi d'exposer le sujet de leur thèse en 180 secondes dans le cadre de la finale internationale.

Mme Marielle Yasmine Agbahoungbata de l'Université d'Abomey-Calavi (Bénin) a remporté le 1er prix. Elle avait remporté la finale régionale béninoise du concours organisé par l'AUF avec la présentation de sa thèse intitulée « Élaboration de matériaux photocatalyseurs à base d'oxyde de titane (TiO₂) pour l'élimination des micropolluants organiques des milieux aqueux ».

• Concours Ingénieures (France et Maghreb)

Ce concours créé en 2011 est organisé par la Conférence des Directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI) en partenariat avec l'AUF, Pasc@line, Femmes Ingénieurs et Elles bougent - et de ses soutiens - le Bureau national des élèves ingénieurs (BNEI), le magazine La Recherche, Campus-Channel, la Commission des Titres d'Ingénieurs (CTI), IESF (Société des ingénieurs et scientifiques de France) et SopraSteria. Six prix sont attribués avec un triple objectif : susciter des vocations d'ingénieures chez les jeunes filles, lutter contre les stéréotypes de genre et promouvoir l'égalité femmes-hommes.

Depuis 2016, la CDEFI et l'AUF ont ouvert un prix de l'élève ingénieure destiné aux étudiantes inscrites en formation d'ingénieurs dans un établissement membre de l'AUF au Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie). Ce prix récompense une élève ingénieure dont le parcours, les ambitions et l'investissement associatif sont des exemples pour les plus jeunes.

La lauréate 2017 est Mme Youssra Essabani, étudiante à la faculté des sciences et techniques de Fès, Université sidi Mohamed Ben Abdallah. Elle a participé à la remise officielle des prix organisée en mai 2017 à Paris.





• **Mon innovation en 120 secondes (Afrique de l'Ouest)**

En Afrique de l'Ouest, l'AUF accompagne les établissements dans la mise en place et l'animation de communautés de pratiques sur les innovations pédagogiques. Cet accompagnement a débuté en 2017 avec l'organisation du concours « Mon innovation en 120 secondes ». Ce concours vise à repérer et à primer les meilleures innovations pédagogiques mises en place dans la région.

22 innovateurs de 8 pays ont participé aux concours. Deux prix ont été décernés :

- Evaluation de masse par QCM auto-corrigé avec le logiciel Auto-multiplier-choix, présentée par Horatio QUADJOVIE, Université de Lomé (Togo).
- Intégration des applications Google dans la co création de ressources éducatives et l'évaluation des compétences des étudiants, présentée par Ibrahim Sidi ZAKARI, Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger).

• **Femme francophone entrepreneure (Moyen-Orient)**

Le concours « Femme Francophone Entrepreneure », lancé en 2011 par l'AUF et l'incubateur Berytech, soutient et valorise l'entrepreneuriat féminin. Chaque année, une subvention de 20 000 euros est offerte aux projets les plus prometteurs. Les lauréates bénéficient de l'accompagnement nécessaire à la création d'entreprise et du soutien à une entreprise jeune pousse dans l'incubateur de Berytech. « L'Orient-Le Jour » et « Le Commerce du Levant » sont partenaires du concours depuis 2016. En 2017, 78 candidatures ont été reçues (soit 20 de plus que pour l'édition précédente)

Deux lauréates ont été primées :

- Soraya Hamdan, pour son projet « Labne&Facts », plate-forme d'information permettant de s'informer et de faire

produire et publier du contenu grâce à des journalistes professionnels ;

- Therese Keyrouz, pour son projet « YallaBus », application mobile visant à optimiser les services de bus au Liban.

• **Créathon (international)**

Le Créathon est un concours d'innovation numérique et pédagogique organisé par le Campus e-éducation de Poitiers (France) en partenariat avec Réseau Canopé, l'Université de Poitiers et l'AUF. Ouvert à tous, lycéens, étudiants, profs, entrepreneurs, le projet innovant doit être réalisé par une équipe de 3 à 5 personnes en 12 heures.

Pour participer à ce Créathon, de nombreux espaces de travail sont mis à disposition en France (Poitiers, Bordeaux, Limoges...) ainsi que dans le reste de l'espace francophone grâce aux Campus Numériques Francophones (CNF) de l'AUF implantés à travers le monde.

Le 10 mai 2017, pendant 12 heures, 200 équipes francophones à travers le monde (750 participants) dont 150 depuis les Campus numériques francophones (CNF) de l'AUF, ont concouru pour concevoir un outil numérique innovant et ludique sur le thème : Le développement durable, ça s'apprend.

6 équipes ont été retenues : une du Maroc (CNF de Rabat), 2 de Madagascar (CNF d'Antananarivo) et 3 de France. Du 2 au 6 octobre 2017, elles ont bénéficié d'une accélération suivie de présentations au public et au jury du Campus e-Éducation, à Chasseneuil de Poitou et à Poitiers (France). Dans l'objectif de favoriser l'émergence de leur projet, accompagnées par des experts métiers et des mentors issus de l'économie numérique, ces équipes ont profité, à l'Atelier Canopé, d'une offre personnalisée et adaptée à leur projet.

Le thème du prochain Créathon, prévu le 16 mai 2018, portera sur la francophonie.



AUF en bref

Mission :	Promouvoir une francophonie universitaire solidaire impliquée dans le développement économique, social et culturel des sociétés.
Membres :	842 institutions d'enseignement supérieur et de recherche dans 111 pays.
Statut juridique :	Association d'universités et opérateur du Sommet de la Francophonie pour l'enseignement supérieur et la recherche, l'AUF est une institution de la Francophonie reconnue par la Charte de la Francophonie de 2005. Au Canada-Québec, où son siège social est installé, l'AUF est constituée sous l'empire de la Loi concernant l'Agence universitaire de la Francophonie (Lois refondues du Québec - L. R. Q. - chapitre A-7. 2).
Budget 2017 :	34,89 M€
Présidence :	Sorin Mihai Cîmpeanu, Recteur de l'Université de sciences agro-nomiques et de médecine vétérinaire de Bucarest (Roumanie)
Direction exécutive :	Professeur Jean-Paul de Gaudemar, Recteur
Implantations :	59 implantations dans 40 pays
Effectifs :	316

Les représentations de l'AUF dans le monde

● Afrique centrale et des Grands Lacs

Burundi (Bujumbura) ; Cameroun (Ngaoundéré et Yaoundé) ; Congo (Brazzaville) ; Gabon (Libreville) ; République centrafricaine (Bangui) ; République démocratique du Congo (Kinshasa) ; Tchad (N'Djamena).

@ : afrique-centrale@auf.org
<http://afrique-centrale.auf.org>

● Afrique de l'Ouest

Côte d'Ivoire (Abidjan) ; Mali (Bamako) ; Guinée (Conakry) ; Bénin (Cotonou) ; Sénégal (Dakar) ; Burkina Faso (Ouagadougou) ; Togo (Lomé) ; Niger (Niamey) ; Mauritanie (Nouakchott).

@ : afrique-ouest@auf.org
<http://afrique-ouest.auf.org>

● Amériques

Canada (Montréal, Québec) ; Brésil (São Paulo)

@ : ameriques@auf.org
<http://ameriques.auf.org>

● Asie-Pacifique

Cambodge (Phnom Penh) ; Laos (Vientiane) ; Vietnam (Danang, Hanoi, Hô Chi Minh- ville) ; Vanuatu (Port-Vila)

@ : asie-pacifique@auf.org
<http://asie-pacifique.auf.org>

● Caraïbe

Haïti (Port-au-Prince)

@ : caraiibe@auf.org
<http://caraiibe.auf.org>

● Europe centrale et orientale

Albanie (Tirana) ; Arménie (Erevan) ; Bulgarie (Sofia) ; Géorgie (Tbilissi) ; Moldavie (Chisinau) ; Roumanie (Bucarest)

@ : [europe-centrale-orientale@auf.org](mailto: europe-centrale-orientale@auf.org)
<http://europe-centrale.auf.org>

● Europe de l'Ouest

Belgique (Bruxelles)

@ : europe-ouest@auf.org
<http://europe-ouest.auf.org>

● Maghreb

Algérie (Alger) ; Maroc (Rabat) ; Tunisie (Tunis).

@ : maghreb@auf.org
<http://maghreb.auf.org>

● Moyen-Orient

Liban (Beyrouth et Tripoli) ; Egypte (Alexandrie) ; Syrie (Alep et Damas)

@ : moyen-orient@auf.org
<http://moyen-orient.auf.org>

● Océan Indien

Comores (Moroni) ; Madagascar (Antananarivo) ; Maurice (Réduit)

@ : ocean-indien@auf.org
<http://ocean-indien.auf.org>



Services centraux

4 place de la Sorbonne

75005 Paris

France

Tél. : + 33 (0)1 44 41 18 18

3034, Boul. Edouard-Montpetit

Montréal (Québec) H3T 1J7- Canada

Tél : + (1) 514 343 66 30

www.auf.org